



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 85

## **Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Michel Pagé  
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Le projet de loi autorise d'abord le ministre des Finances à verser à la Raffinerie de sucre du Québec un montant que détermine le gouvernement pour l'acquisition d'actions entièrement acquittées du capital-actions de cette Société et à prendre sur le fonds consolidé du revenu les sommes requises à cette fin.*

*Le projet de loi permet ensuite au ministre des Finances de vendre les actions de la Raffinerie de sucre du Québec et pourvoit au traitement comptable de la valeur d'une partie de ces actions.*

*Le projet prévoit en outre des modifications à la Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec qui permettent la vente des actions de cette Société à des intérêts privés. Ainsi, il prévoit des dispositions qui modifient ou abrogent des articles de cette loi relatifs au siège social, aux droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement, aux biens de cette Société, à son administration, à son financement ainsi que les articles qui établissent les contrôles du gouvernement sur cette Société.*

*Le projet de loi prévoit de plus que la Raffinerie de sucre du Québec pourra demander sa prorogation en société commerciale régie par la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Enfin ce projet prévoit les dispositions nécessaires pour permettre l'abrogation de la Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec et certains articles de la présente loi.*

## LOI MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec (L.R.Q., chapitre R-0.1)
- Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec (1982, chapitre 28)

# Projet de loi 85

## Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

[[**1.** Le ministre des Finances est autorisé à verser à la Raffinerie de sucre du Québec un montant que le gouvernement détermine pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social. Ce montant est versé en un ou plusieurs versements et aux autres conditions déterminées par le gouvernement.

Les sommes requises pour l'application du présent article sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

**2.** La Société délivre des certificats d'actions au ministre des Finances en retour des paiements effectués en vertu de l'article 1 au fur et à mesure de leur versement.

**3.** Le ministre des Finances peut, à la date et aux conditions déterminées par le gouvernement, vendre les actions de la Raffinerie de sucre du Québec.

**4.** L'article 2 de la Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec (L.R.Q., chapitre R-0.1) est remplacé par le suivant:

«**2.** La Société a son siège social dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe. ».

**5.** L'article 3 de cette loi est abrogé.

**6.** L'article 7 de cette loi est abrogé.

**7.** L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

**8.** Les articles 10, 11 et 12 de cette loi sont abrogés.

**9.** Les articles 14 et 15 de cette loi sont abrogés.

**10.** L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **16.** La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. ».

**11.** Les articles 17 à 21 de cette loi sont abrogés.

**12.** Les chapitres IV et V de cette loi sont abrogés.

**13.** L'article 30 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **30.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions de la Partie II de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) s'appliquent à la Société. ».

**14.** Les articles 31 à 34 de cette loi sont remplacés par le suivant :

« **31.** La Société peut demander sa prorogation comme société régie par la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes (Statuts du Canada, 1974-1975-1976, chapitre 33) comme si elle avait été constituée en corporation sous cette loi.

À compter de sa prorogation, la Société cesse d'être régie par la présente loi. »

**15.** L'article 36 de cette loi est abrogé.

**16.** La Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec (L.R.Q., chapitre R-0.1) est abrogée.

**17.** Les articles 35 et 38 de la Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec (1982, chapitre 28) sont abrogés.

**18.** La valeur des actions de la Raffinerie de sucre du Québec inscrite aux livres du gouvernement au 31 mars 1986 augmente la dette nette du gouvernement telle que définie aux comptes publics préparés en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

**19.** Les articles 1, 2 et 3 de la présente loi sont abrogés.

**20.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), sauf les articles 4 à 9, 11 à 15 et 18 qui entreront en vigueur au moment de la vente des actions prévue à l'article 3 à la date fixée par le gouvernement et les articles 16, 17 et 19 qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par le gouvernement.